

Alimentation et santé : construction d'un problème public et enjeux info-communicationnels

Appel à propositions d'articles

Revue Sciences de la Société, n° 109, Juin 2024

Jean-Philippe De Oliveira et Viviane Clavier

L'alimentation et la santé entretiennent des rapports étroits identifiés depuis l'Antiquité et font aujourd'hui encore l'objet de recherches actives dans plusieurs disciplines (médecine, histoire, sociologie et anthropologie, gestion, marketing, etc.), notamment depuis le début des années 2000, tournant d'un traitement de l'alimentation comme problème de santé publique, par les acteurs institutionnels et politiques, les associations et les médias. Concernant l'information et la communication, de nombreuses publications sur le sujet ont eu pour objectif d'analyser l'impact de supports d'information et de communication sur les normes et les pratiques liées à l'alimentation.

Cette livraison de *Sciences de la Société* aborde les questions d'alimentation et de santé dans une perspective de construction de problèmes publics. Historiquement, l'alimentation a toujours été un problème public et un objet politique, qu'il s'agisse de la gestion des famines ou d'approvisionnement des populations. Dans ce dossier, il s'agit de favoriser une réflexion qui mette en lumière des tensions entre acteurs ou qui montre les freins de consommateurs incités à manger sainement, et qui, pour une raison ou une autre (précarité, résistance aux normes, etc.) ne le font pas. Ainsi, cet appel s'éloigne d'une perspective focalisée sur des enjeux opérationnels : choix d'une stratégie de communication adaptée à des populations, analyse d'impact, etc. et donnera à voir une vision plus large et plus globale des pratiques informationnelles et communicationnelles qui sont mobilisées dans un contexte de construction d'un problème public. Les propositions se déploieront dans deux directions : soit, l'alimentation constitue un terrain d'observation pour caractériser la construction d'un problème public et sera l'occasion d'en montrer les ressorts et les stratégies déployées pour politiser un problème. Soit, la politisation d'un sujet lié à l'alimentation et la santé constitue un contexte pertinent pour observer des pratiques informationnelles de publics spécifiques ou des pratiques communicationnelles d'acteurs impliqués dans des faits d'actualités qui font polémique.

Les propositions permettront ainsi, à travers des terrains d'étude variés, de repérer les périodes clés de chaque phase de la publicisation de l'alimentation comme question de santé publique, les acteurs clés qui ont participé à la visibilité et à la mise en débat de cette question dans l'espace public ; les enjeux et les évolutions marquantes que les stratégies info-communicationnelles ont révélées. Les propositions d'articles sont attendues en sciences de l'information et de la communication, mais également en sciences politiques, sociologie, sciences de l'éducation, histoire ou linguistique.

Les propositions pourront s'inscrire dans un des 3 axes suivants :

- Le premier axe s'inscrit dans une perspective socio-historique et envisage les tournants liés à la construction de l'alimentation comme problème public, tant par rapport à la mobilisation de *publics* dans le processus de publicisation des questions liées à l'alimentation que par son inscription dans le champ politique et institutionnel. Il s'agira de démontrer empiriquement les facteurs et les acteurs qui ont favorisé

l'émergence et l'inscription durable de la question de l'alimentation – santé dans l'espace public.

- Le deuxième axe concerne la production de discours étatiques et institutionnels sur l'alimentation en tant que pratique favorable à la santé. Il s'agira d'étudier comment les pouvoirs publics intègrent les différents acteurs pour élaborer leurs messages ou en quoi ceux-ci sont révélateurs de logiques et de rapports de force entre différentes parties prenantes. La question du lobby des acteurs économiques et des associations militantes pourra également être abordée, en tant que processus stratégique visant à influencer les modalités d'application des politiques publiques.
- Le troisième axe aborde les pratiques informationnelles d'individus constitués en « publics » par les stratégies de communication publique (les personnes vulnérables ou précaires, les jeunes tels les enfants, les adolescents ou les étudiants, les personnes atteintes de troubles alimentaires, les femmes enceintes, les séniors, etc.). Il s'attachera à l'étude des activités informationnelles liées au contexte d'usage de l'information en situation de loisir ou de travail, et plus largement aux formes de ré-exploitation ou de remédiation de l'information nutritionnelle ou alimentaire selon une perspective qui intègre, dans une approche élargie de la réception, la signification et l'interprétation des messages. Cet axe s'intéresse également à l'organisation et la représentation des connaissances, à la manière dont les savoirs nutritionnels sont intégrés dans les systèmes d'organisation des connaissances (classifications alimentaires, thésaurus, ontologies, glossaires, terminologies, folksonomies, etc.) et légitimés par les spécialistes en nutrition.

Bibliographie indicative

- Aldrin, Philippe, Hubé, Nicolas, Ollivier-Yaniv, Caroline, Utard, Jean-Michel (dir.), *Les mondes de la communication publique. Légitimation et fabrique symbolique du politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.
- Badouard, Romain, Mabi, Clément, Monnoyer-Smith Laurence (sous la dir. de), *Le débat et ses arènes. A propos de la matérialité des espaces de discussion*, dossier de *Questions de communication*, n° 30, 2016.
- Clavier, Viviane, De Oliveira, Jean-Philippe (dir.), *Alimentation et santé. Logiques d'acteurs en information – communication*, Londres, ISTE Editions, 2018.
- Cardon, Philippe, Thomas Depecker, et Marie Plessz. *Sociologie de l'alimentation*. Armand Colin, 2019.
- De Iulio, Simona, et Susan Kovacs. « Présentation du supplément 2020 A : Questionner l'information et la communication sur l'alimentation », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 20/3a, no. S1, 2020, pp. 5-12.
- De Iulio, Simona, Bardou Boisnier, Sylvie, Pailliant, Isabelle (sous la dir. de), « L'alimentation : une affaire publique ? », dossier de *Questions de communication*, n° 27, 2015.
- Koutroubas, Theodoros, Lits, Marc, *Communication politique et lobbying*, Bruxelles, De Boeck, 2011.
- Fouilleux Eve, Michel Laura, (dir.) 2020, *Quand l'Alimentation se fait Politique(s)*, Presses Universitaires de Rennes, 290 pages.
- Neveu, Erik, *La sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015.

Régnier, Faustine. « L’art de bien manger : une question sociale ? », *Servir*, vol. 517, no. 7, 2022, pp. 37-39.

Ollivier-Yaniv (dir.), « Les publics institutionnels. Réception et appropriation des informations et des recommandations », dossier de *Politiques de communication*, n°11, 2018.

Régnier, Faustine. « « Goût de liberté » et self-quantification. Perceptions et appropriations des technologies de self-tracking dans les milieux modestes », *Réseaux*, vol. 208-209, no. 2-3, 2018, pp. 95-120.

Romeyer, Hélène. « Le bien-être en normes : les programmes nationaux nutrition santé », *Questions de communication*, vol. 27, no. 1, 2015, pp. 41-61.

Modalités pratiques et calendrier

Les contributions s’inscriront prioritairement en sciences de l’information et de la communication. Les contributions de chercheurs d’autres disciplines (sciences politiques, sociologie, sciences de l’éducation, histoire ou linguistique) sont les bienvenues.

Calendrier

Soumission des propositions, 2 pages (bibliographie non comprise) : le 1er juin 2023

Retour aux auteurs : le 10 juillet 2023

Soumission des propositions d’articles longs : le 6 novembre 2023

Retour aux auteurs après évaluation par le comité scientifique : le 15 janvier 2024.

Publication du n°109 de la revue *Sciences de la Société* : Juin 2024

La revue *Sciences de la Société* promeut une recherche pluridisciplinaire maîtrisée dans le champ des sciences humaines et sociales. Elle aborde les phénomènes sociaux contemporains dans leurs multiples dimensions (sociologique, politique, économique, communicationnelle, gestionnaire...) et valorise la réflexion sur l’articulation entre les différents domaines de l’activité humaine. La revue *Sciences de la Société* est qualifiante pour la 71ème section du Conseil National des Universités.

Modalités de soumission et consignes aux auteurs

Les articles seront sélectionnés sur la base d’un résumé en français de deux pages maximum soit environ 6 000 caractères (espaces compris), au format docx. et comporteront :

- un titre
- trois à cinq mots-clés
- un cadre théorique et méthodologique
- une bibliographie (non comptabilisée dans le nombre de caractères)

Les auteurs prendront soin de rendre anonyme le corps du texte ainsi que la bibliographie et de proposer sur une page séparée reprenant le titre de leur proposition, trois à cinq mots-clés, leur(s) nom(s) et qualité(s), ainsi que leur appartenance institutionnelle (Université, Laboratoire) et leurs coordonnées dont leur adresse électronique.

Après acceptation du résumé, les auteurs seront invités à soumettre un article long en texte intégral qui sera soumis à évaluations en double aveugle :

- documents en format texte (odt, doc, docx...)
- environ 40 000 à 45 000 caractères (espaces, notes et références bibliographiques compris)

Après acceptation, l'auteur fournira 3 résumés, en français, anglais et espagnol en sus de l'article qui comportera :

- souligné, alinéa, pas de tabulation ni de gras ;
- au maximum 3 niveaux de titres, non numérotés ;
- notes en bas de page ;
- schémas, graphiques, tableaux (complexes), illustrations, etc., fournis séparément sous forme de fichiers images. (Les tableaux plus simples seront directement inclus dans le texte).
- enfin, nom, qualité, adresse postale du laboratoire et adresse électronique de l'auteur.

Les propositions (résumés et articles longs) seront transmises par courrier électronique aux coordinateurs de ce dossier :

- Viviane Clavier, PU en SIC, GRESEC, Université Grenoble Alpes
 - mail : viviane.clavier@univ-grenoble-alpes.fr
- Jean-Philippe De Oliveira, MCF en SIC, GRESEC, Université Grenoble Alpes
 - mail jean-philippe.de-oliveira@univ-grenoble-alpes.fr

Comité scientifique (provisoire)

- Allard-Huver François, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, Crem, Université de Lorraine.
- Boutaud Jean-Jacques, professeur émérite en sciences de l'information et de la communication, CIMEOS, Université de Bourgogne.
- Broustau Nadège, professeure, Université Libre de Bruxelles. Centre de recherche en information et communication (ReSIC)
- Cardon Philippe, professeur en sociologie, Cerics, Université de Lille.
- Chaudiron Stéphane, professeur en sciences de l'information et de la communication, Geriico, Université de Lille.
- Clavier Viviane, professeure en sciences de l'information et de la communication, Gresec, Université Grenoble Alpes.
- Damien-Gaillard Béatrice, professeure en sciences de l'information et de la communication, Arènes, Université de Rennes.
- De Oliveira Jean-Philippe, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, Gresec, Université Grenoble Alpes.
- Frérot Cécile, maîtresse de conférences en linguistique, Lidilem, Université Grenoble Alpes.
- Hugol-Gential Clémentine, Professeure en sciences de l'information et de la communication, CIMEOS, Université de Bourgogne,
- Heller Thomas, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, Geriico, Université de Lille.
- Naulin Sidonie, maîtresse de conférences en sociologie, Pacte, Sciences Po Grenoble.

- Niquette Manon, Professeure titulaire, Nutrition, santé et société (Nutriss), Université Laval, Canada. OK
- Nourisson Didier, professeur d'histoire contemporaine, Lahra, Université Claude Bernard, Lyon1.
- Ollivier-Yaniv Caroline, professeure en sciences de l'information et de la communication, Upec, Université Paris-Est Créteil.
- Orange-Ravachol Denise, professeur émérite en sciences de l'éducation, Cirel, Université de Lille.
- Paganelli Céline, professeure en sciences de l'information et de la communication, Lerass, Université Paul-Valéry, Montpellier.
- Agnès Tutin, professeure en sciences du langage, Lidilem, Université Grenoble Alpes.